**NOTICE DE SELECTION**

**Recrutement d´un(e) consultant (e)** **pour l’identification des opportunités pour le secteur privé de fournir des technologies et services sensibles au climat, et financer des options d’adaptation.**

**Référence du dossier :** **156/IC\_INT/PNA/2020**

Date : 19/08/2020

**Pays :** République Démocratique du Congo, Ville : Kinshasa.

**Description de la mission :** Un(e) consultant(e) pour l’identification des opportunités pour le secteur privé de fournir des technologies et services sensibles au climat, et financer des options d’adaptation.

**Niveau de poste et d’expérience :** Consultance, expertise internationale

**Durée de la mission :** 15H/J ouvrables de travail qui seront étendus sur 45 jours calendaires

**Lieu de prestation :** Home-based

**Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l’adresse e-mail ic.soumission.cd@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier « 156/IC\_INT/PNA/2020 – Recrutement d´un(e) consultant (e) pour l’identification des opportunités pour le secteur privé de fournir des technologies et services sensibles au climat, et financer des options d’adaptation**

***Veuillez noter qu´il est obligatoire d´indiquer cette référence dans l´objet du message. Les propositions transmises sans indiquer la référence correcte du dossier pourraient ne pas être prises en compte***

**Votre soumission doit être rédigée en Français et assortie d’une durée de validité minimum de 120 (cent-vingt) jours.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le lundi 31 août 2020 à 16 heures, heure de Kinshasa**

**Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse [soumission.info@undp.org](mailto:soumission.info@undp.org) pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées**

**1. Contexte et Objectif**

|  |
| --- |
| Le territoire de la République Démocratique du Congo (RDC), d'une superficie de 2.345.409 km2 et à cheval sur l'équateur, est composé d'un bassin central (entouré de montagnes à l'est et au sud-est), de plateaux et d'une plaine littorale. Elle dispose de quatre zones climatiques : climat équatorial dans le bassin central, climat tropical humide au nord et au sud de l'équateur, climat tropical sec le long de la côte et climat montagneux à l'est. Le pays est doté d'abondantes ressources naturelles, avec un dense réseau hydrographique, une méga-biodiversité, de multiples sources potentielles d'énergies, de nombreux gisements de minerais et une vaste superficie forestière de 152,6 millions d'hectares.  Avec une population estimée à 78 millions d'habitants, l'agriculture pluviale représente la principale source de revenus pour la majorité. L'agriculture paysanne y occupe 70% de la population active, mais contribue à seulement 20% du PIB. Les secteurs des services et de l'industrie emploient 34% de la population active et représentent près de 80% du PIB. La RDC dispose de près de 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions de terres irrigables, dont 1% seulement cultivé. Sa végétation peut supporter un élevage de 40 millions de têtes de gros bétail et sa densité halieutique est estimée à 700.000 tonnes de poisson par an. Paradoxalement, 77% de la population vivent avec moins de 1,9 dollar par tête / par jour et 7,7 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire aigue dans les zones rurales. La majorité de la main d'œuvre est occupée par des emplois à faible valeur ajoutée. L'indice de développement humain de la RDC est l'un des plus bas au monde.  Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC, 2014), la RDC sera affectée par le changements climatiques de diverses façons. Avec une augmentation probable des températures de 3ºC à 5ºC au cours du prochain siècle, la durée des saisons de pluies deviendrait courte et variable, avec des pluies de forte intensité, impactant sérieusement sur les principaux secteurs économiques du pays très sensibles au climat (agriculture, hydroélectricité, etc.). Il y a un risque de graves inondations, des pertes en vies humaines, une multiplication des maladies d'origine hydrique, la destruction des infrastructures et des logements, et de grave érosion des sols induisant l'appauvrissement des sols et une baisse des rendements et des moyens de subsistance. L'incertitude croissante planant sur le secteur agricole - combinée au faible capacité d'adaptation - augmentera les obstacles à la sécurité alimentaire et au développement social. Les populations pauvres des zones urbaines ainsi que les petits exploitants sont les plus exposés aux risques climatiques et seront les plus touchés par l'épuisement induit des ressources.  Aussi, le pays s'investit-il à bâtir la résilience de son économie et de ses populations, dans une approche proactive à moyen terme, afin de réduire leur vulnérabilité aux risques climatiques, dans le cadre d'une planification intégrée. C'est dans cette optique que se situe le projet d'appui au processus " Plan National d'Adaptation " (PNA), approuvé par le Fonds vert pour le climat (GCF). Il appuiera, dans un cadre pilote, la planification de l'adaptation aux niveaux national et provincial (Kinshasa, Kwilu, Tshopo, Haut Katanga et Kongo Central), pour des secteurs prioritaires comme l'agriculture, le développement rural, la gestion de la zone côtière, la biodiversité, l'énergie, les transports, et l'eau et l'assainissement.  Par ailleurs, la protection de l’environnement et l’adaptation aux changements climatiques constituent l’un de sept objectifs stratégiques du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) (2017-2050).  Cependant, l’adaptation aux changements climatiques n’est pas encore assez intégrée dans tous les documents et secteurs. De surcroît, le pays a ébauché sa Politique, Stratégie et Plan d’action pour le Changements climatiques (PSPA-CC) (2016-2020) qui ne prend pas en compte le genre et demeure très limité et non encore mise en œuvre.  Le Projet PNA propose trois résultats :  1 Résultat 1 : la mise en œuvre de la PSPA-CC 2016-2020 est facilitée grâce au renforcement du cadre juridique et institutionnel et au renforcement des capacités pour la planification de l’adaptation au changements climatiques  2 Résultat 2 : Les priorités d’adaptation et de développement en matière de changements climatiques sont alignées et reflétées dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), le Plan National d’Investissement pour l’Agriculture (PNIA) et les Plan de Développement Provinciaux (PDP) des provinces prioritaires  3 Résultat 3 : des options de financement pour les investissements d’adaptation dans l’agriculture et le développement rural, la biodiversité, les zones côtières, la santé, l’aménagement du territoire et l’énergie sont identifiées avec le soutien du secteur privé.  En ce qui concerne ce dernier résultat, les activités de préparation aideront à identifier, analyser et formuler des recommandations d’options de politiques afin d’augmenter le financement du secteur privé pour des options d’adaptation inclues dans le PSPA-CC. Enfin, une stratégie de financement sera formulée afin d’identifier les sources de financement intérieur ainsi que les potentiels donneurs bilatéraux et les acteurs du secteurs privés pour la mise en œuvre du PSPA-CC. Cette stratégie se focalisera sur la durabilité et la longévité de ces initiatives.  C’est dans ce cadre que le PNUD cherche à recruter un (e) consultant (e ) international (e) pour identifier des opportunités pour le secteur privé de fournir des technologies et services sensibles au climat, et financer des options d’adaptation en RDC.  **Objectif de la mission**  La mission a pour objectif d’identifier des opportunités pour le secteur privé de fournir des technologies et services sensibles au climat, et financer des options d’adaptation aux changements climatiques. |

**2. Responsabilités du consultant, résultats attendus, livrables et tranches de paiement**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Sous la supervision générale du Team Leader de l’Unité Croissance Inclusive et Développement Durable (CIDD), en étroite coordination avec le Coordonnateur du Pilier CIDD avec l’appui de l’analyste au programme du PNUD en charge de la composante « Changements climatiques et Economie Verte » (CCEV), et sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet PNA.  De manière spécifique, Le (la) Consultant(e) sera chargé(e) de :  - Cartographier les acteurs en faisant une analyse SWOT sur les différentes initiatives existantes du secteur privé dans le financement des investissements climatiques ;  - Identifier des options de financement pour les investissements en faveur de l’adaptation dans les secteurs de l'agriculture, le développement rural, la gestion de la zone côtière, la biodiversité, l'énergie, les transports, et l'eau et l'assainissement  - Identifier, analyser et formuler des recommandations d’options de politiques pour intensifier le financement du secteur privé dans le domaine de l’ACC notamment via la création de partenariats public-privés (PPP).  **Méthodologie de travail**  La mission sera conduite par un (e) consultant (e) international (e) qui doit adopter une approche participative et inclusive. Il sera question des entretiens et réunions via téléphone, email, skype ou zoom avec les acteurs clés.  Après la signature du contrat, le (a) consultant (e) aura 02 jours pour préparer le cadrage méthodologique et une feuille de route. La durée de la mission est répartie sur 15H/J. La période est étendue sur 45 jours calendaires.  Durant la mission, le (a) consultant (e) maintiendra une communication optimale avec le Coordonnateur du Projet PNA et l’Analyste au programme, tous basés à Kinshasa à travers des comptes rendus réguliers succincts, au minimum une fois par semaine.  **Arrangement de mise en œuvre :**  Le travail du consultant sera facilité par l’équipe de gestion du Projet PNA sous la supervision du Coordonnateur de projet, l’analyste au programme du bureau-Pays du PNUD en RDC en charge de l’Environnement, le Directeur du Développement Durable au Ministère en Charge de l’Environnement et l’Autorité Nationale Désignée du Fonds Vert pour le Climat.  L’équipe assurera la coordination, l’organisation et la gestion du processus, y compris la liaison avec les partenaires, l’appui technique et la fourniture de la documentation et des commentaires pertinents au consultant.  En collaboration avec l’ensemble de l’équipe, le consultant fournira les produits suivants :   |  |  |  | | --- | --- | --- | | **Livrables /Description** | **Echéance proposée** | **Tranche de paiement** | | Note méthodologique | 2 jours après la signature du contrat | 20% | | Rapport d’analyse des options de financement sectoriel | 8ème jour | 20% | | Note conceptuelle de financement de l’ACC par le secteur privé | 14ème jour | 30% | | Rapport général de la mission | 15ème jour | 30% | |

**3. Durée de la mission**

|  |
| --- |
| Le nombre total de jours de travail dans le cadre de ce contrat alloué au consultant international sera de 15H/J ouvrables de travail qui seront étendus sur 45 jours calendaires pour permettre au PNUD et aux autres parties prenantes d’y apporter leurs observations. |

**4. Qualifications, compétences et Expérience requises**

|  |
| --- |
| I. Compétences fonctionnelles   * Excellent membre d'équipe avec de bonnes compétences interpersonnelles ; * Capacité à gérer la charge de travail avec un minimum de supervision ; * Capacité à travailler sous pression et à respecter des délais serrés ; * Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel ; * Aptitude à communiquer de façon efficace et écrite les informations techniques complexes destinées au public technique et au grand public ; * Une planification stratégique solide, une gestion axée sur les résultats et de bonnes capacités de rédaction de rapport ; * Sensibilité et adaptabilité sans distinction de genre, de religion, et de race.   II. Qualifications académiques :  Licence ou plus en Economie, finances, avec des connaissances suffisantes en sciences climatiques ou gestion de l’environnement, ou un de ces domaines connexes.  III. Expérience :   * Minimum de 10 années d'expérience professionnelle dans le domaine de la participation du secteur privé au financement du développement durable. * Expériences prouvées, dans un pays en développement et de préférence en Afrique Centrale, sur la prise en compte des thématiques transversales dans les politiques publiques ; * Au moins 3 expériences d’analyse institutionnelle à divers niveaux, sur les questions de financement des changements climatiques, dans les pays en développement.   IV. : Langues  Une bonne maîtrise du français parlé et écrit. La connaissance du Lingala, Kikongo et/ou Swahili est un atout.  V. Autres :  Faire preuve de grandes capacités rédactionnelles et de travail sous pression. |

**5. Documents constitutifs de l’offre**

|  |
| --- |
| Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous :    **1. Proposition technique :**   1. Une note explicative sur la compréhension des termes de référence et les raisons de la candidature ; 2. Une brève présentation de l’approche méthodologique et de l’organisation envisagée de la mission (chronogramme et plan de travail) ; 3. CV détaillé incluant notamment les expériences acquises dans les projets, domaines similaires ou connexes et 3 références.   **2. Lettre d´offre avec une proposition financière – *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2**   * Le/la Consultant(e) doit remplir et signer la *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2. * Le/la Consultant(e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (le modèle du tableau des couts est joint à la Lettre de soumission – pages 4-5). |

**6. Evaluation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Le/la consultant/e individuel(le)sera évalué(e) sur la base de la méthodologie de Notation combinée. Lorsque cette méthode d’évaluation est utilisée, le contrat est attribué au consultant individuel dont l’offre a été évaluée et jugée :   * Répondante/conforme/ acceptable et, * Ayant reçue la note globale pondérée la plus élevée sur la base des critères technique et financier spécifiés * Pondération de l’évaluation technique : 70 % * Pondération de l’évaluation financière : 30 %   L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.  Le marché sera attribué au/à la Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).   1. ***Les propositions techniques***   Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :   |  |  | | --- | --- | | **Critères d´évaluation** | **Points maximum** | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elle un diplôme de niveau licence ou plus en Economie, Finances, avec des connaissances suffisantes en sciences climatiques ou gestion de l’environnement, ou un de ces domaines connexes ? | 15 | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elle une expérience minimum de 10 années d'expérience professionnelle dans le domaine de la participation du secteur privé au financement du développement durable ? | 15 | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elle une expérience prouvée, dans un pays en développement et de préférence en Afrique Centrale, sur la prise en compte des thématiques transversales dans les politiques publiques ? | 15 | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elle au moins 3 expériences d’analyse institutionnelle à divers niveaux, sur les questions de financement des changements climatiques, dans les pays en développement ? | 15 | | L´approche méthodologique proposé est-elle claire et appropriée aux produits décrits/attendus dans les termes de référence ? | 20 | | Le chronogramme/plan de travail proposé est-il cohérent et réaliste pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicité dans les TDR ? | 20 | | **Total note proposition technique** | **100** |   Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points, cette note technique sera pondérée a 70%.   1. ***Les propositions financières***   Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées. Une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :   * ***Note financière A = [(Offre financière la moins disante) /Offre financière de A] x 30***   **Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.**  Le/la Consultant(e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts dans l´Annexe II (Lettre de soumission au PNUD). Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter, dans le Tableau des coûts, la ventilation de ce montant forfaitaire.  Le/la consultant/e devra inclure tous les frais lui permettant d’exécuter la mission suivant la durée prévue.  Les paiements seront effectués sur la base de la production des livrables tels que mentionné dans la Section 3 – Livrables et Tranches de Paiement.  ***Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.*** |

**7. Autres informations pertinentes**

|  |
| --- |
| Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis.  Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat). |

**ANNEXE 1 – Termes et Conditions des contrats IC (Individual Contracts)**

****

**ANNEXE 2 – Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission (y compris le tableau des couts)**

****